

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1988
DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

1ere Circonscription

Mesdames et Messieurs,

Les 5 et 12 juin, nous devons élire les députés dont une des missions essentielles est d'exercer le contrôle politique, au nom du peuple français, sur le gouvernement, son action, ses projets politiques et législatifs.

Mais je sollicite aussi ce mandat et le pouvoir qui en provient pour parfaire l'œuvre que j'ai entreprise pour le Morbihan, la Bretagne, et particulièrement notre circonscription des trente-quatre communes des six cantons de La Roche-Bernard, Muzillac, Sarzeau, Vannes-Est, Vannes-Centre et Vannes-Ouest.

De plus, ma volonté est de conduire à bonne fin le plan routier breton sans péage, le nouveau franchissement de La Vilaine, l'électrification des chemins de fer jusqu'à Quimper et Brest, et de faire de la Bretagne une zone de développement économique équilibrée, productrice d'emplois, grâce à la Mission Interministérielle organisée à mon initiative, toutes grandes opérations d'aménagement du territoire que j'ai successivement obtenues du Général de GAULLE et des chefs d'État qui lui ont succédé.

Dans sa dernière réunion du 19 avril 1988, la Mission Interministérielle, sur l'intervention d'Yvon BOURGES et de moi-même, a incité prioritairement le Ministère de l'Agriculture à organiser en Bretagne le renforcement des filières agricoles : avicole, porcine, horticole, légumière, ovine... ainsi que la reforestation de notre région. D'autre part, ce même jour, nous avons fait décider la mise au point d'une carte régionale d'implantation des établissements supérieurs dans notre département.

Nous préparons aussi avec Mrs les Conseillers Généraux de la première circonscription et les services responsables, la mise en place, pour les cantons de l'Est de Vannes, d'une formation professionnelle débouchant sur des emplois modernes réellement disponibles.

L'État tient compte dans ses décisions de l'action des députés qui, indépendants de lui et de sa hiérarchie, savent, par expérience, utiliser les pouvoirs que le peuple leur délègue. Je suis personnellement très attaché à la Sécurité Sociale et partisan d'une politique sociale moderne assurant l'avenir de la santé publique, des familles et sauvegardant tous les droits des retraités.

Le 20 janvier dernier, le Conseil Général du Morbihan a décidé, sur ma proposition, de créer une aide de 2 000 F par mois au profit des personnes démunies de ressources : 170 bénéficiaires l'ont déjà reçue. Chaque mois, la Commission d'attribution, composée de 7 Conseillers Généraux, se réunit à Vannes et donne cette aide aux personnes en situation de précarité sur le rapport du Président du Centre communal d'action sociale de la commune du domicile du bénéficiaire.

Je ne reviendrai pas sur les résultats de l'élection présidentielle : chaque élection a sa psychologie propre et ses candidats entre lesquels les électrices et les électeurs choisissent librement.

La composition même du gouvernement socialiste a mis en garde contre l'éventuelle domination d'un parti très dirigiste sur tout l'appareil de l'État : l'Élysée, le gouvernement, l'Assemblée Nationale. François MITTERRAND s'en effraie lui-même. Les Français ne veulent pas revoir 1981 avec les mêmes conséquences d'affaiblissement national, aussi ont-ils intérêt à s'en prémunir en élisant à l'Assemblée Nationale des défenseurs indépendants et efficaces pour contrôler les éventuels abus des pouvoirs. Nous n'accepterons certainement pas le sectarisme « à la POPEREN », tout Ministre qu'il soit, et de surcroît, chargé des relations avec le Parlement !

L'ouverture est renvoyée au lendemain des élections. François MITTERRAND ne s'est pas fait élire, cette fois-ci, sur le thème de la gauche, mais sur celui du rassemblement. L'ouverture est donc la condition du succès de ce second septennat. Si, après l'élection, s'ouvre un dialogue constructif, au grand jour, entre une opposition et une majorité qui se respectent, afin de règler les problèmes concrets comme ceux de la croissance économique, de la création des emplois et du renforcement de la sécurité sociale, je suis pour l'ouverture. Si, au contraire, l'ouverture se réduit à des conciliabules secrets et personnels sans que puissent être mis au point les moyens de résoudre, entre les deux parties de la France, les grands problèmes concrets qui se posent à elle, alors je suis contre cette trompeuse ouverture.

Redresser l'économie par l'investissement productif, donner plus de liberté à tous, renforcer la sécurité sociale, créer des emplois, réduire la délinquance, préserver et renforcer la défense de notre pays pour que le peuple français puisse vivre tranquille et travailler en paix, construire l'Europe de la jeunesse, voilà notre politique dont les résultats positifs, après deux années d'efforts, commençaient à apparaître, alors que l'actuel gouvernement socialiste recherche encore les moyens à mettre en œuvre pour répondre à ces grandes questions. L'épreuve du pouvoir va clarifier très vite la situation. Si nous tenons bon et constituons une force politique intacte de recours, alors pourra se réaliser dans la clarté, et vite, l'union la plus large et l'entraide entre les citoyens pour que puissent être réglés, au niveau des pouvoirs publics, les vrais problèmes concrets dominant aujourd'hui la vie de la France et dont le plus important d'entre eux est celui de l'emploi dont la solution ne souffre ni attente ni atermoiement.

Raymond MARCELLIN

Ancien Ministre,
Conseiller Général de Sarzeau,
Président du Conseil Général,
Ancien Président du Conseil Régional de Bretagne,
Député sortant.

Pierre PAVEC

Maire de Vannes,
Conseiller Général de Vannes-Ouest.

Candidat et Suppléant d'Union (U.R.C.)

Imprimerie de Vannes S.A. - Jean-Guy CORLAY - Tél. 97 47 21 46